



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfet des Côtes d'Armor

Direction départementale de la
protection des populations

Service prévention des risques environnementaux

IC n° 2003/0511
GIDIC : 0522-15987
MTB

ARRÊTÉ MODIFICATIF
portant autorisation environnementale
d'une installation classée pour la protection de l'environnement
le préfet des Côtes d'Armor

- VU** le code de l'environnement et ses annexes ;
- VU** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, notamment l'article 15 ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 14 mars 2014 établissant le cinquième programme d'actions régional à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2005, modifié le 30 septembre 2015 autorisant l'EARL MAHE FABIEN à exploiter lieu-dit "suscanniou" à Kerpert, un élevage avicole de 54 440 emplacements;
- VU** la demande présentée le 5 août 2016, par l'EARL MAHE FABIEN en vue d'augmenter les effectifs de canards mis en place et produits, la mise à jour du plan de gestion des déjections;
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 07 mars 2018 ;
- VU** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 20 avril 2018 ;

CONSIDERANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire souhaite augmenter les effectifs de canards mis en place et produits sur son installation ;

CONSIDERANT que la demande concerne la construction d'un nouveau poulailler de 1 430 m² pour une surface d'élevage de 1 200 m² à 15 mètres du bâtiment canards existant;

CONSIDERANT que la demande prévoit également la construction d'une nouvelle fosse de stockage des lisiers produits d'une capacité de stockage de 800 m³ utiles (960 m³ total), dédiée à ce nouveau bâtiment;

CONSIDERANT que la demande d'augmentation d'effectifs mis en place n'est pas substantielle et que les ouvrages en projet doivent être réalisés à distance réglementaire des tiers et points d'eau;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'atelier de volailles de chair label et sa capacité n'est pas modifié;

CONSIDERANT que le pétitionnaire démontre qu'il est en mesure de gérer les déjections produites par l'atelier de canards de chair;

CONSIDERANT que la capacité de l'installation de stockage de gaz relevant de la rubrique n° 4718-2 de la nomenclature des installations classées n'est pas modifiée;

CONSIDERANT que la demande d'autorisation déposée avant le 1^{er} mars 2017, a été instruite selon les dispositions législatives et réglementaires dans leur rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 susvisée ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor ;

ARRÊTE

Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

L'arrêté préfectoral du 30 septembre 2015 est abrogé.

Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2005 sont modifiées comme suit :

"1. 1. - L'EARL MAHE FABIEN, ci après dénommé l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit "suscanniou" sur la commune de Kerpert est autorisée sous réserve des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette adresse, à moins de 100 mètres des tiers les plus proches, un élevage de volailles dont la capacité maximale est de 73 940 emplacements, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 16 877 UN/an.

1. 2. - Nature des installations

1. 2. 1. - Liste des installations classées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A, E, DC, D, NC,	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité de volume autorisé
3660	a)	A	Élevage intensif	Élevage de volaille	Nombre total d'emplacements	>40000	1 place = 1 emplacement	73940	Emplacement
2111	1)	A	Élevage, vente, etc... de volaille	Élevage	Classé au titre de la rubrique n° 3660				
4718	2)	DC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2	Stockage de gaz	Quantité de gaz stockée en tonnes	> ou = 6t < 50 t	Tonnes	6,66	Tonne

A : (autorisation); E : (enregistrement); DC : (déclaration en contrôle périodique); D : (déclaration); NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite "IED"	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Élevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour	3660	6. 6 a)	DECISION D'EXECUTION (UE) 2017/302 de la COMMISSION du 15

les volailles			février 2017, établissement les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/ du Parlement européen et du Conseil pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs
---------------	--	--	---

"L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD) économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau".

1. 2. 2. - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et section suivantes :

Commune	Type d'élevage	Sections	Parcelles
KERPERT	Élevage de volailles	ZM	02, 99, 114 et 129
		ZN	66, 67, 68, 69 et 70

1. 2. 3. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur".

Article 2 : Prescriptions particulières concernant l'élevage de volailles

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2005 sont modifiées comme suit :

« 2. 1. - Aménagement et exploitation des bâtiments

2. 1. 1. - La surface des poulaillers ne doit pas dépasser 5 740 m².

2. 1. 2. - L'implantation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2. 1. 3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2. 1. 4. - Toutes les eaux usées (sas, etc.) y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers, doivent être collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2. 1. 5. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend toutes mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2. 1. 6. - L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envois de poussières et matières diverses :

- des écrans de végétation d'espèces locales doivent être mis en place le cas échéant autour de l'installation.
- pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage doivent être mis en place si nécessaire.

L'inspecteur des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

2. 2. - Sécurité

2. 2. 1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2. 2. 2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

2. 2. 3. - Compte tenu des éléments transmis dans le dossier, les besoins en eau destinés à la lutte contre l'incendie doivent être réalisés de manière à disposer simultanément et en permanence d'un débit de 120 m³/heure pendant 2 heures soit 240 m³.

1/3 des besoins doit être fourni par le réseau public (poteaux ou bouches d'incendie). Une réserve de 247 m³ est disponible à moins de 200 mètres des bâtiments à protéger, pour faciliter la mise en oeuvre des secours.

Le complément des besoins doit être fourni par une ou plusieurs réserves d'incendie aux caractéristiques suivantes :

- disponibles en toute saison,
- être espacées les unes des autres de 400 m maximum,
- être signalées,
- être accessibles en permanence aux engins de lutte contre l'incendie,
- disposer d'une aire de stationnement de 32 m² (8*4) permettant la mise en aspiration d'un engin d'incendie ou de 12 m² (4*3) pour une motopompe remorquable.

2. 3. - Gestion des fumiers bruts produits

2. 3. 1. - Transfert des effluents bruts

Une convention est établie avec une société prestataire de service qui assure la reprise vers une installation classée 2780 pour 195 tonnes de fumier brut de volailles par an, correspondant à 5 267 unités d'azote et 4 213 unités de phosphore.

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués :

- La date de départ,
- Le type de produit,
- Les quantités enlevées en tonnes et en m³,
- La désignation du transporteur,
- La dénomination de l'exploitant et son adresse,
- Les coordonnées de la société qui assure la transformation et la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrées et leurs destinations finales. L'exploitant doit pouvoir tenir à la disposition des organismes de contrôle les bons d'enlèvement qui doivent être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative conforme à la réglementation. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux doivent être réduits.

2. 3. 2. - Stockage des fumiers

Les fumiers doivent être stockés sur la fumière bétonnée couverte d'une surface de 300 m² dès la sortie des poulaillers et ce jusqu'à leur reprise vers une installation classée 2780.

Le stockage dans le milieu extérieur, en un autre endroit que la fumière, des fumiers destinés à être repris, est interdit".

Article 3 : Bâtiment désaffecté

Le bâtiment P4 d'une capacité initiale de 7 500 de canards prêts à gaver places sur le site "suscanniou" à KERPERT est désaffecté et conservé à des fins de stockage (stockage matériel/stockage fourrage/...).

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour qu'il ne s'y manifeste aucun danger. L'exploitant doit veiller à ce que les toitures conservent leur intégrité. S'il ne peut y recourir, le bâtiment doit être déconstruit et les matériaux issus de la déconstruction doivent être envoyés vers les filières adaptées et en tout état de cause, doivent être traités conformément à la réglementation.

La sécurisation de la fosse située en bout de ce bâtiment, d'une capacité de 247 m³ utiles, conservée en vue d'être remplie d'eau pour servir de réserve incendie, doit être maintenue.

Article 4 : Affichage

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Kerpert pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Kerpert pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant un mois ;

Article 5 : Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Article 6 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le Sous-préfet de Guingamp, le maire de Kerpert et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

Saint-Brieuc, le **27 AVR. 2018**

Pour le préfet et par délégation,
La Secrétaire générale,



Béatrice Obara

